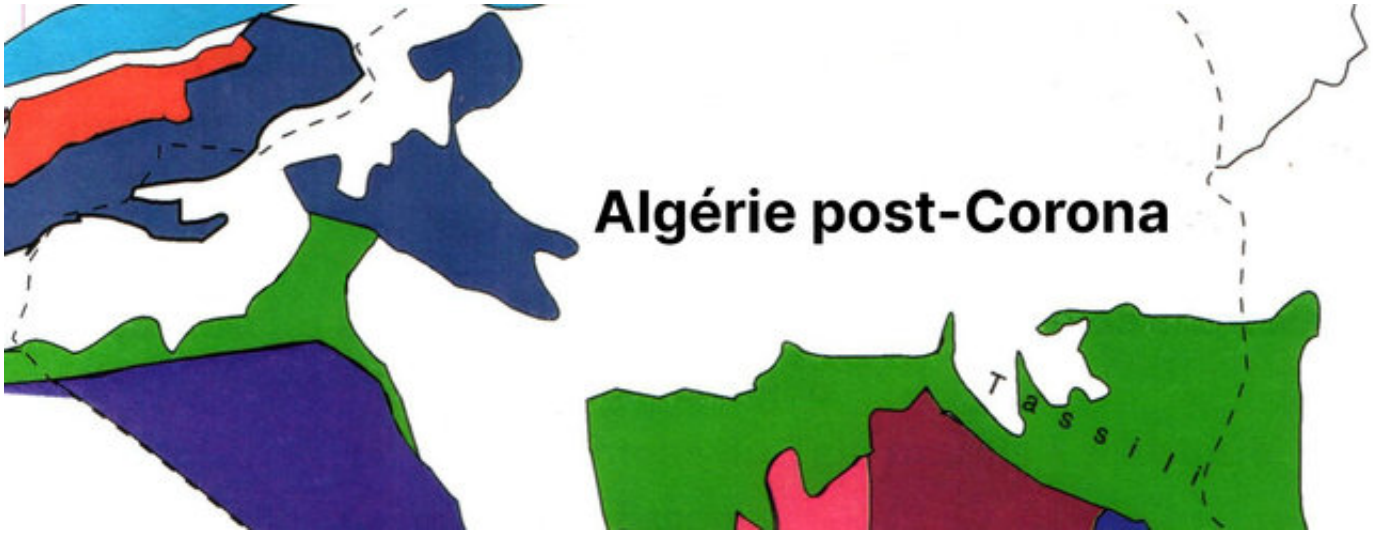
L'Algérie post-Corona, l'opportunité d'une évolution alternative

15 avr. 2020 Par Aniss M. Mezoued
- Mediapart.fr

Ce texte est un essai qui s'intéresse particulièrement à l'avenir de l'Algérie post-corona. Il pose des questions sur certains domaines qui paraissent aujourd'hui révélateurs de la crise du modèle que nous vivons, et qui sont essentiels dans la réinvention de l'avenir.



Carte réalisée à partir d'une cartographie des grands ensembles géologiques de l'Algérie © Djelloul Belhai

Le COVID-19 a provoqué une crise sanitaire mondiale dont nous ne savons pas, à l'heure d'écrire ces lignes, quelle sera l'issue ni la meilleure manière d'en sortir. Cependant, ce qui est sûr, c'est que cette crise n'est pas que sanitaire et qu'elle provoque une disruption de l'ensemble du système socio-technique dans lequel nous évoluions. Autrement dit, du réseau d'acteurs rassemblés autour de liens économiques, technologiques, culturels et sociaux, qui régissent le fonctionnement de nos sociétés, aujourd'hui mondialisées. Ce sont nos modes de vie, notre rapport au monde et aux autres, à l'économie, à l'environnement et à la nature, au travail, à la mobilité, à l'alimentation et à la consommation qui sont remis en questions.

Cette crise sociétale multidimensionnelle et globalisée met le doigt sur les défaillances du modèle de développement dominant, dont le néolibéralisme est le moteur. Il vit probablement ses dernières heures sous sa forme actuelle et la crise porte tous les signes de l'effondrement de ce système socio-technique, ainsi que du modèle de modernité qu'il porte, tant technologique que culturel.

Dans le monde dit développé, le débat actuel sur l'après Corona porte d'une part sur la relance économique d'après crise, dans une sorte de « business as usual », en réinjectant des centaines de milliards de dollars dans le système. D'autre part, il porte sur l'opportunité d'une transition de l'ensemble du système vers un fonctionnement soutenable. Il s'agit dans ce cas de profiter de la crise et des sommes débloquées pour réinvestir ces dernières dans une économie alternative, territorialisée, non spéculative, verte, qui valorise l'Homme et son environnement plutôt que le profit.

En Algérie et plus largement dans les Suds, ces pays dits en voie de développement, voire sous-développés, l'après Corona doit particulièrement nous interpeller et mobiliser toute notre créativité. Il n'y

est pas question de réaliser une transition à partir d'un point qui ne serait pas atteint, mais de bifurquer, de changer de modèle et de direction, de prendre une voie alternative et contextuelle tant qu'il en est encore temps.

Ce texte est un essai qui s'intéresse particulièrement à l'avenir de l'Algérie. Il pose des questions sur certains domaines qui paraissent aujourd'hui révélateurs de la crise du modèle que nous vivons, et qui sont essentiels dans la réinvention de l'avenir.

Faire le point sur la notion même de développement

Avant l'établissement de tout programme post-Corona, il convient de profiter de la crise pour des remises en question radicales de certaines évidences. La plus fondamentale est bien entendu cette question de développement, dont on doit l'apparition dans la géopolitique globale à un discours du président des États-Unis, Harry Truman, en 1940. Il y est utilisé pour qualifier le processus d'aide aux « économies primitives et stationnaires » par le progrès scientifique occidental. Inspirés de la biologie, développement et croissance deviennent les maîtres mots de l'économie dominante. Ils contribuent à mettre en place une hiérarchie par rapport à un modèle idéal à atteindre par tous, celui-là même qui est remis en cause aujourd'hui. Dès lors émergent des pays développés qui auraient atteint cet idéal et des pays sous-développés qui doivent œuvrer à l'atteindre. Nombre de ces derniers se sont vu imposer des ajustements structurels qui ont rendu leurs économies dépendantes des pays développés.

Ces concepts de développement et de croissance sont aujourd'hui bien ancrés. Pourtant, nombreux sont les auteurs qui ont tenté de déconstruire le concept et essayé de débloquer la destinée développementaliste des sociétés pour leur proposer des formes alternatives de modernité. Parmi eux, nous retiendrons A. Hampâté Bâ, écrivain et ethnologue malien, qui préfère au terme *développement* celui d'*évolution possible*. Il offre ainsi une pluralité de réponses contextuelles plutôt que d'adhésion à un modèle de référence, qui au final ne fait que servir l'économie des pays « développés »[1].

Par ailleurs, à force d'avoir intégré le développement comme une évidence, nous oublions souvent que l'Algérie a été porteuse d'un modèle alternatif en revendiquant le « tiers-mondisme » et en se distinguant des deux modèles dominants la fin du 20e siècle. Aujourd'hui, les temps ont changé et il ne s'agit pas de revenir à ces positions, mais de s'en inspirer dans ce qu'elles ont d'essentiel : la critique des modèles hégémoniques.

Profiter de la crise pour une restructuration sectorielle et un redéploiement du service public

La crise sanitaire a éprouvé les différents systèmes de santé à l'échelle de la planète. Nombre d'entre eux, parmi les plus performants, ont révélé leurs failles. Outre le manque de moyens pour faire face à une pandémie contre laquelle personne n'est réellement préparé, c'est la remise en cause du fonctionnement de la santé et sa perte progressive du statut de service public qui posent problème. Les coupes budgétaires multiples liées aux politiques d'austérité des certains pays, ainsi que la privatisation de tout ou partie du secteur dans d'autres, on fait entrer la santé dans une logique monétaire, voire de rentabilité, prête, dans les cas les plus extrêmes, à sacrifier des vies humaines et à refuser les soins aux populations les plus précarisées.

Au-delà de cette crise sanitaire, il s'agit donc plus globalement une crise du service public et du rôle des États dans leur capacité à offrir des services à tous les citoyens, en mettant l'Homme au centre des décisions, peu importe ce qu'il en coûtera.

Ce constat effroyable devrait nous permettre de prendre du recul sur les choix structurels qu'a pris l'Algérie il y a plus de 50 ans dans l'organisation de ses services publics, voire même dans les principes

fondateurs de l'État social et populaire. La santé gratuite, mais aussi l'enseignement, l'université, l'accès au logement, etc. ont été largement critiqués ces dernières années. Pourtant, leur accessibilité à tous et leur déploiement souvent de manière hiérarchique sur l'ensemble du territoire national (exemple de la santé : salles de soins, polycliniques et hôpitaux), constituent le soubassement stable d'une réorganisation performante des services publics. Pour autant, cela ne doit pas nous détourner des failles multiples que connaissaient de nombreux secteurs : mauvaise gestion, manque de performance, manque d'excellence, gaspillage, détournement de fonds publics, etc. Bien au contraire, cela doit nous pousser à trouver des solutions pour y remédier.

Valoriser les savoirs dans les services à la société

La logique du modèle dominant est de valoriser économiquement tout ce qu'il est possible de valoriser, y compris le savoir. La tendance actuelle y est donc à l'« économie de la connaissance » et la recherche scientifique elle-même n'échappe pas à la logique de la rentabilité. Ceci est certes préférable à l'économie rentière, mais il faut faire attention à ce que la connaissance serve avant tout la société et pas l'économie. Cette dernière n'est qu'un moyen, elle n'est pas la finalité.

Ce qu'il y a de positif dans la crise actuelle est qu'elle a entraîné une forme de valorisation des savoirs, mais aussi des compétences, par la mobilisation de chercheurs et de petites entreprises aux quatre coins du pays. Cela semble avoir créé une dynamique positive qu'il faudra savoir maintenir pour en faire le moteur de la société post-Corona.

Le rôle de l'université sera crucial !

Cependant, pour maintenir cette dynamique, il faudra, dans les réformes universitaires en cours, prendre du recul vis-à-vis des systèmes d'évaluation de l'excellence universitaire et des classements internationaux, très critiqués aujourd'hui. La qualité ne devrait plus se mesurer exclusivement en nombre de publications ou de potentialité d'investissement économique des résultats de la recherche, mais aussi, et surtout, par l'impact sociétal de ces résultats. L'université et la recherche algérienne, et même mondiale, de l'après Covid-19 doit plus que jamais assumer un rôle de producteur de savoirs mobilisables dans et pour la société.

Activer les réseaux de solidarité pour fabriquer du commun

L'Algérie post-Corona, c'est aussi l'Algérie post-Hirak. Les deux évènements ont le mérite d'avoir su mobiliser la société civile. D'abord dans sa dimension politique, ensuite dans sa dimension auto-organisatrice, soucieuse de l'intérêt commun. Ces dynamiques, dans ce qu'elles ont de positif, sont porteuses d'un potentiel nouveau contrat social qui aurait la capacité de construire un nouveau projet commun qui rassemble la société.

Outre les réformes démocratiques, qui ne peuvent qu'arriver à bon port, il faut réussir à maintenir un dynamisme de la société civile et de son auto-organisation, non seulement pour fabriquer des forces politiques plurielles, capables de jouer le jeu de la démocratie, mais aussi pour redynamiser à différentes échelles du territoire les multiples dimensions qui font vivre une société (économie, environnement, culture, savoirs, etc.)

La question du commun est centrale ! D'abord, au sens du bien et de l'intérêt commun, celui que partage l'ensemble des Algériennes et des Algériens, et dont nous devons être tous responsables et garants, autant que l'État. Ensuite, au sens de communs[2], c'est-à-dire comme forme de gestion collective des ressources, qui offre une troisième voie entre la propriété publique et la propriété privée. Son ancrage est bien présent dans les traditions algériennes (fougeras, palmeraies, oliviers, Touiza, etc.), autant que dans

les tentatives d'organisation sociale postindépendance (exploitations agricoles communes, villages socialistes, coopératives, etc.). Ces communs ont non seulement la capacité de remobiliser la société civile, mais aussi d'échapper aux logiques de marché, pour autant qu'ils ne se transforment pas en « biens Club », en communautarisme, ou encore ne reproduisent les modèles dépassés du socialisme des années 70.

Passer de la compétitivité, l'export et la rente à l'autosuffisance

Compétitivité, globalisation, marché mondial, exportations, taux de change, convertibilité de la monnaie, marchés boursiers, métropolisation, etc. sont les maîtres mots du modèle dominant. Nombreuses sont les réformes économiques récentes qui ont tenté de s'y aligner. Pourtant, l'avenir économique global semble tourné vers d'autres concepts, jusque-là alternatifs : territorialisation de l'économie, autosuffisance, renationalisation, monnaies locales, solidarité, utilité sociale, environnement, durabilité, etc.

En bref, serons-nous capables de remettre en question de manière fondamentale notre approche de l'économie et de nous poser, entre autres, les questions suivantes :

- *Le dinar n'est-il pas déjà une monnaie locale ?*
- *L'autosuffisance n'était-elle pas au cœur de la révolution agraire ?*
- *Le tissu de l'industrie industrialisante, tant critiquée, n'est-il pas à réinventer et à restructurer ?*
- …

Structurer l'évolution par le territoire

Alors que le propre du néolibéralisme est la déterritorialisation, l'après-Corona est éminemment un projet de territoire. La reterritorialisation de l'économie, le développement local, la réorganisation du service public à différentes échelles, la création et la valorisation de communs, entre autres, nécessiteront une structuration spatiale. Le projet qui en découlera devra être en mesure d'établir la synthèse des différentes dynamiques et d'en assurer l'articulation de manière multiscalaire (à différentes échelles de territoire) et systémique (fonctionnant en interrelation).

Ce projet de territoire est central dans le déploiement d'un système socio-technique durable qui valorise la proximité, les modes de vie non polluants, l'économie locale et solidaire et l'écologie. Sa contextualisation, en dehors des modèles dominants, est cruciale pour la prise en compte des potentialités locales, régionales et nationales et leur valorisation de manière optimale. Ces potentialités concernent aussi bien la géographie, les ressources et le potentiel humain.

Appel aux forces vives

Force est de constater que de nombreux signaux faibles de cette évolution possible sont déjà présents dans les dynamiques à l'œuvre, ou dans certains acquis de l'Algérie indépendante. L'enjeu aujourd'hui est donc de mobiliser l'ensemble des forces vives de la société et de les accompagner dans le temps long d'un présent duratif[3], vers la construction de l'avenir.

Les différents éléments posés dans cet essai constituent autant de pistes de réflexion qui méritent de mobiliser les spécialistes de chaque domaine et d'ouvrir le chantier de ce projet commun qu'est l'Algérie post-développement. La vision, dont les contours sont ici esquissés, mérite un débat d'idées qui entraînera son approfondissement.

L'appel est donc lancé !

Aniss.mezoued@gmail.com

---

[1]Voir texte de : Sébastien Verleene (2017). L'Afrique au secours de l'Urbanisme. L'exemple du projet « le soi, les voisins, le quartier » à Bamako. *Urbia*, n°20.

[2]Communs au pluriel est utilisé ici au sens que lui donne Elinor Ostrom, prix Nobel d'économie. Pour plus d'informations sur son lien avec le territoire, consulter le cours en ligne « Récits d'urbanisme et question des communs » : https://www.edx.org/course/recits-durbanisme-et-question-des-communs

[3]Voir les travaux de Edith Heurgon sur la prospective du présent, ou l'avenir se construit par l'accompagnement des dynamiques présentes et les signaux faibles du changement, contrairement aux tendances lourdes de la prospective classique.

URL source: https://blogs.mediapart.fr/aniss-m-mezoued/blog/150420/l-algerie-post-corona-l-opportunite-d-une-evolution-alternative